

nécessaire que nous les discussions beaucoup dans la présente occasion. Il suffit de savoir, comme la chose a été dite déjà par des hommes publics éminents du Canada, que l'empire britannique soit engagé dans une très sérieuse guerre mettant en péril son prestige, pour nous engager à participer avec empressement à la défense de cet empire; mais, en notre qualité de citoyens intelligents, il est important que nous renseignions le public et que nous le convainquions que la présente guerre n'a pas été déclarée par l'Angleterre aux républiques Sud-africaines. L'examen des documents publiés convaincra tout canadien que la Grande-Bretagne n'a pas recherché cette guerre; mais qu'elle a, au contraire, fait tout son possible pour la détourner ou lui enlever toute raison d'être. Selon moi, cette grande guerre; toutes les dépenses qu'elle entraîne; tout le sang qu'elle fait verser; toutes les humiliations, tous les désastres subis récemment, et le danger que court actuellement le prestige britannique, tout cela—je n'hésite aucunement à le dire—est causé par la maladroite politique de conciliation, de renonciation et de reddition suivie, en 1881, par le gouvernement Gladstone, lorsqu'il retirait ses troupes du Transvaal. Cette retraite créa la déplorable impression dans l'esprit des Boers qu'ils étaient capables de vaincre l'Angleterre. Cette impression fut telle que, à partir de ce jour, l'idée de supprimer la souveraineté anglaise dans cette partie du monde s'est développée de plus en plus au sein de la population d'origine hollandaise du Sud-africain. Je n'ai pas le moindre doute qu'il n'en soit ainsi. Il est important de savoir que notre cause est juste et que notre mère patrie court un danger réel, et nous n'avons pas besoin de nous enquerir trop des causes. Nous connaissons tous très bien l'adage de notre plus grand poète: "Est trois fois armé celui qui est convaincu de la justice de sa cause." Nous savons que le droit et la justice sont du côté de l'Angleterre dans ce conflit du Sud-africain, et ce fait, en fortifiant les bras de nos soldats et le gouvernement de la mère patrie, assure le succès final des armes anglaises. En 1877, le gouvernement anglais, sur la prière, je crois, du peuple du Transvaal, y envoya Théophilus Shepstone. Dans tous les cas, l'expédition de M. Shepstone dans le Transvaal ne fut pas une invasion de ce pays. Il n'a-

vait avec lui qu'une poignée d'hommes armés, et le peuple du Transvaal les reçut avec des acclamations—du moins, il n'y eut aucune expression sérieuse de dissentiment. Le peuple du Transvaal permit alors à l'Angleterre d'envoyer là une armée pour le protéger et l'aider contre les naturels qui le menaçaient d'une extermination entière. Des officiers Transvaaliens acceptèrent alors des fonctions salariées du gouvernement britannique. Parmi ces officiers était Kruger lui-même, le président actuel du Transvaal. Mais, à la suite de cet événement; après que les naturels eurent été subjugués, et pendant que le pays était en voie de se relever de la condition dans laquelle il se trouvait lors de l'arrivée de Théophilus Shepstone, les Boers, traîtreusement et avec la plus grande ingratitude, massacrèrent les soldats anglais sans donner un avis de leur hostilité, et au moment où le gouvernement anglais n'était pas convenablement préparé à cette éventualité ou à se défendre. Cet acte barbare était en même temps entaché de la plus noire ingratitude, et le gouvernement n'aurait pas dû alors rétrocéder le Transvaal; mais combattre pour le maintenir sous la domination anglaise jusqu'à ce que la victoire de ses armes eût couronné ses efforts. Si le gouvernement britannique eût acquiescé alors à la protestation de sir Evelyn Wood, aucune convention n'aurait été signée jusqu'à ce que les armes anglaises eussent obtenu un avantage décisif. Je n'hésite aucunement à dire, après avoir étudié la question à la lumière des documents officiels, que, pendant toute la période qui s'est écoulée depuis l'arrivée de Théophilus Shepstone dans le Transvaal jusqu'à présent, le gouvernement britannique ne s'est rendu coupable d'aucun tort envers les Boers. J'irai même jusqu'à dire que—bien que mon opinion puisse n'être pas entièrement partagée—l'expédition Jamieson, elle-même, quoique non autorisée par le gouvernement britannique, et maladroitement conduite, n'était pas entièrement injustifiable. En effet, le gouvernement du Transvaal venait de passer des contrats et conclure des arrangements pour armer de canons les hauteurs dominant la ville de Johannesburg. C'était un acte d'hostilité, et ce fut la principale cause de la conspiration—ou quelque soit tout autre nom que vous puissiez donner à l'affaire—des Uitlanders et de l'organisation de l'expédition